

Par un vote unanime, l'assemblée des professeurs du Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal dénonce le changement d'intitulé du programme « Arts et lettres » des cégeps du Québec et s'inquiète fortement des conséquences de la disparition du mot « lettres » de cet intitulé.

Nous dénonçons avec force la décision prise par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne, de remplacer l'intitulé du programme collégial « Arts et lettres » par celui de « Culture et communication ». Ni l'effacement des termes « arts et lettres » ni la méconnaissance – ou le refus – du caractère transdisciplinaire des arts et lettres dont ce changement est le signe ne sont neutres ou sans conséquence. Le ministre peut certes refuser le débat sur le sens des mots, il ne peut nier leur portée.

Le premier effet de cette nouvelle dénomination englobante est de gommer la littérature et les arts qui, relevant désormais d'un ensemble plus vaste, « Culture et communication », se trouvent donc relégués dans une position seconde, inférieure et invisible. On s'en convaincra en lisant, dans le document du ministère « CULTURE ET COMMUNICATION. Programme d'études préuniversitaires 500.A1 (version 2013) », page 77, la mention de « produit artistique ».

En quoi les « arts et lettres » sont-ils moins aptes que « Culture et communication » à permettre : 1) « l'arrimage entre les programmes collégiaux et les programmes universitaires (continuum de formation) » (p. 4) : à l'université, il y a précisément des études d'arts, de lettres et de communication qui n'ont ni les mêmes objets ni les mêmes méthodes, et ce nouvel intitulé « harmonisé » génère des confusions dont les étudiants feront les frais en passant d'un niveau à l'autre ; 2) « une éducation qui contribue au développement intégral de la personne » (*ibid.*) : doit-on comprendre que « les arts et lettres » sont tenus pour un frein au « développement intégral de la personne » ?

Nous dénonçons, comme l'ont fait plusieurs intervenants, dès 1992-1993, lors des discussions sur la Réforme Robillard, le choix d'un intitulé dont le caractère supposément « rassembleur » est en fait idéologique. Il associe sans les définir les termes « culture » et « communication » et efface ainsi, volontairement ou non, avec l'oblitération des arts et des lettres, les dimensions de la création, de la réflexion et de la critique, et toute une tradition qui a été le fondement même de l'enseignement. Nous y voyons bien plus qu'un réaménagement cosmétique des documents officiels : une désastreuse marginalisation des arts et lettres qui fragilise non seulement tout un secteur de l'université mais plus gravement la légitimité sociale de la pensée et de l'art comme sources même de la culture.

Les professeur-e-s du Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal

À ce jour, plus de 220 professeur-e-s, chargé-e-s de cours, étudiant-e-s, écrivain-e-s et artistes ont signé cette lettre.

Pour signer, prière d'envoyer un courriel à l'adresse suivante :

programmeartssetlettres@gmail.com